

Samy Badibanga investi comme Premier ministre en RDC

Voice of America, 22 décembre 2016 Lors de son investiture au parlement, le nouveau Premier ministre congolais a déclaré qu'il faisait de l'organisation des élections, dans le délai qui sera fixé, la mission principale de son gouvernement. Samy Badibanga (photo), le nouveau Premier ministre, a formé son gouvernement le 19 décembre juste quelques minutes avant la fin du mandat constitutionnel du président Joseph Kabila qui l'a nommé un mois plus tôt.

"Nous nous engageons à regarder l'avenir proche c'est-à-dire la tenue des élections dans le respect des échéances des élections et ce travail se fera avec la CENI (Commission électorale nationale indépendante)", a déclaré Samy Badibanga devant le parlement. L'annonce de ce gouvernement constitué sur base d'un accord signé le 18 octobre entre le pouvoir et une partie d'opposants a été suivie par une vague des manifestations à travers le pays réclamant le départ du pouvoir du président Joseph Kabila dont le dernier mandat est arrivé à terme. Vingt-deux personnes ont été tuées dans ces manifestations à Kinshasa, Lubumbashi et dans deux villes de l'Ouest, selon la police nationale. La majeure partie de l'opposition avait boycotté le dialogue dont est issu l'accord qui a permis la mise sur pied de ce gouvernement. Ce qui a aggravé la tension causée par l'absence d'élections pour remplacer M. Kabila, au pouvoir depuis 2001, avec plus de mandats à son actif mais à qui la Constitution interdit de se représenter. Le nouveau gouvernement a été formé alors que des négociations directes qui se tiennent sous la médiation des évêques catholiques butent à de profondes divergences autour des pouvoirs du président Kabila après son mandat et la date des élections. La Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) a donné, mercredi à la reprise des travaux, un ultimatum aux acteurs politiques congolais à trouver un consensus avant Noël. L'opposition qui a boycotté a, quant à lui, durci le ton après l'annonce du nouveau gouvernement, refusé de reconnaître désormais l'autorité de M. Kabila et appelé à une désobéissance civile pacifique. Rejeté par l'Union pour la démocratie et le progrès social (Udps), parti d'opposant historique Etienne Tshisekedi dont il est issu, M. Badibanga a, pour sa part, rassuré qu'il privilégierait le dialogue avec toutes les parties. Pour l'Udps, M. Badibanga, son ancien député avait déjà quitté ses rangs dès lors qu'il avait participé de participer au dialogue boycotté par le parti.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});